



# CAMPAGNE CONTRE LES ROBOTS TUEURS

## COMMUNIQUÉ

### Ouverture de la 6<sup>ème</sup> réunion internationale de l'ONU sur les robots tueurs à Genève le 27 août

Les Etats doivent commencer à négocier un traité d'interdiction au plus vite

Plus de 70 pays sont attendus à la réunion sur les systèmes d'armes létales autonomes qui se tient à l'Office des Nations-Unies à Genève, du 27 au 31 août 2018, dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC). C'est la 6ème fois depuis 2014 que les Etats se réunissent pour discuter de ce sujet.

Environ 45 représentants de 19 ONG de la Campagne contre les robots tueurs seront également présents à la réunion, notamment la lauréate du Prix Nobel de la Paix 1997 Jody Williams et l'expert en robotique Noel Sharkey. La campagne est une coalition internationale de 76 organisations issues de 32 pays, qui se mobilise depuis avril 2013 pour l'interdiction préventive des systèmes d'armes autonomes ou armes entièrement autonomes.

Les médias accrédités sont invités à assister au side-event de la campagne le mardi 28 août à 13h en salle XXIII. Bonnie Docherty y présentera son dernier rapport pour Human Rights Watch, qui démontre l'incapacité des robots tueurs à respecter la clause Martens, un principe éthique codifié en droit international pour évaluer les nouvelles technologies. Peter Asaro de l'International Committee for Robot Arms Control (ICRAC) et un représentant de la Tech Workers Coalition présenteront leur travail pour que Google mette fin à sa collaboration avec le Pentagone pour un projet visant à « aider à la reconnaissance d'objets » dans les enregistrements vidéos des drones militaires. Le 7 juin, Google a publié un ensemble de principes éthiques qui l'engagent à ne pas concevoir ou développer l'intelligence artificiel pour des armements. Ariel Conn, du Future of Life Institute, présentera une déclaration signée par plus de 200 entreprises de technologies, sociétés et groupes, et 2600 experts de l'intelligence artificielle et autres personnalités s'engageant à ne pas « participer ou soutenir le développement, la production, le commerce ou l'usage d'armes létales autonomes ».

Alors que les défis soulevés par les armes autonomes suscitent un large intérêt depuis cinq ans, les avancées des Etats pour les relever restent lents. Les Etats ont identifiés et étudiés les problèmes légaux, opérationnels, moraux, techniques, de prolifération, et toutes les autres préoccupations liées au fait de permettre à des machines de sélectionner et d'attaquer des cibles sans intervention humaine. Il y a maintenant un large consensus sur la nécessité de maintenir une forme de contrôle humain sur les futurs systèmes d'armement et l'usage de la force.

Un grand nombre d'États affirme n'avoir aucun plan d'acquisition ou de développement d'armes entièrement autonomes. 26 pays demandent explicitement une interdiction des armes autonomes<sup>1</sup>. L'Autriche et d'autres Etats ont proposé de commencer les négociations pour un nouveau traité international afin de maintenir un contrôle humain significatif sur les systèmes d'armement.

D'un autre côté, la France, Israël, la Russie, le Royaume Uni et les Etats Unis ont explicitement rejeté l'idée d'avancer vers la négociation d'un nouveau texte de loi international sur les armes autonomes.

---

<sup>1</sup> La Chine ne demande l'interdiction que de l'utilisation des armes autonomes



# CAMPAGNE **CONTRE** LES ROBOTS TUEURS

La CCAC fonctionne par consensus, donc un Etat seul peut s'opposer, et potentiellement bloquer une proposition de commencer des négociations. Ces pays et d'autres puissances militaires investissent massivement dans des drones armés et des systèmes d'armement de plus en plus autonomes. Les capteurs et avancées dans l'intelligence artificielle rendent de plus en plus concrète la possibilité de concevoir des armes ciblant et attaquant sans contrôle humain significatif. Si la tendance à l'autonomie continue, les humains pourraient commencer à disparaître du circuit décisionnel pour certaines actions militaires, conservant un rôle limité à de la supervision, ou à la programmation de paramètres de mission.

L'ambassadeur indien Amandeep Singh Gill supervisera la réunion de la CCAC en tant que président du groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létales autonomes. Il est également Directeur exécutif du secrétariat du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique créé le 12 juillet dernier par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Il n'y a pas de retransmission en direct de la réunion ou des side events, mais les temps forts seront tweetés sur le compte @BanKillerRobots avec le hashtag #CCWUN ou sur [@CCW\\_UNODA](#). Vous pouvez suivre les comptes de la campagne sur [Instagram](#), [Facebook](#), et [YouTube](#).

Des représentants de la campagne feront aussi un briefing pour l'Association des Correspondants Auprès des Nations Unies (ACANU) en début de semaine.

Pour plus d'information, rendez-vous sur le site de la campagne, et notamment la liste des délégués, l'invitation au side-event, et une note d'information disponible également en français et en espagnol.

## Contacts:

⑩ Clare Conboy-Stephenson, consultante média. Tel. 44 (7507) 415-987,  
[media@stopkillerrobots.org](mailto:media@stopkillerrobots.org) (en anglais)

⑩ Anne-Sophie Simpère, consultante - Campagne contre les robots tueurs. Tel. +33 6 84 24 88 95, [annesophie.simpere@gmail.com](mailto:annesophie.simpere@gmail.com) (en français)